



Les mauvais comptes des entreprises

Christian Chavagneux, « Alter », Alternatives Économiques, 30.11.2015

Mais qu'est-ce qui se passe chez les comptables ? Le spécialiste du recrutement CareersinAudit.com vient de publier les résultats d'un sondage réalisé auprès de 1 700 de ces spécialistes du chiffre partout dans le monde et les résultats sont effarants.

La moitié d'entre eux ont été confrontés à une pression pour truquer les comptes d'une entreprise ; 40 % reconnaissent avoir vu l'un de leurs dirigeants faire des choix non éthiques pour favoriser des intérêts privés ; les deux tiers sont persuadés qu'ils ne seraient pas protégés s'ils dénonçaient ces pratiques.

Si l'on ajoute **les mises en cause régulières des grands cabinets d'audits – Deloitte, EY, KPMG, PwC – pour comportements illicites** (le dernier en date concernant quatre employés de KPMG mis en examen à Belfast pour une affaire d'évasion fiscale), la conclusion tombe : il y a quelque chose de pourri au royaume des comptables.

Un sérieux problème

Le fait que ces spécialistes soient devenus des conseils en piraterie fiscale et des acteurs de la légitimation d'une représentation idéalisée des entreprises pose un problème de fond au capitalisme. Celui-ci ne peut prospérer que s'il arrive à innover et à se développer, ce qui réclame de trouver des investisseurs prêts à se regrouper pour porter un projet commun et des banquiers prêts à faire crédit.

Cela n'est possible que s'ils peuvent faire leurs choix en toute connaissance de cause, à partir d'une image fiable et fidèle de la situation des entreprises. C'est la raison pour laquelle les audits comptables se sont développés à partir de la fin du XIXe siècle en même temps que le développement des sociétés par actions à responsabilité limitée.

Tant que les comptables s'assurent de la véracité des comptes, ils donnent la priorité à la stabilité du capitalisme

Tant que les comptables s'assurent et nous assurent de la véracité de comptes, ils donnent la priorité à la stabilité du capitalisme et protègent le bien commun. Mais lorsqu'ils permettent que les comptes ne soient plus une image fidèle de la situation réelle des entreprises, ils donnent la priorité à l'accumulation de richesse et protègent les intérêts privés.

Qui paient les dégâts ?

Dans ce cas, les économistes diraient que l'on fait face à une mauvaise allocation du capital. L'investisseur a mis son argent dans une mauvaise entreprise et le banquier a alloué ses crédits là où il ne fallait pas. Les perdants sont les actionnaires, les créanciers et les contribuables qui paient leurs impôts.

Peut-on remédier à cette situation ? L'autorégulation des professions comptables n'y suffira pas. Ce qui se passe du côté de la lutte contre l'optimisation fiscale agressive des firmes ouvre une voie de réflexion intéressante.

Les actionnaires, les banquiers, les clients, les fournisseurs, etc., pâtissent des faux comptes

Dans le cadre de la lutte contre les pratiques comptables artificielles des multinationales à des fins fiscales, le G20 a décidé que les entreprises devraient fournir une comptabilité pays par pays – chiffre d'affaires, nombre d'employés, profits réalisés, impôts payés, capital détenu... Mais l'information ne sera a priori fournie qu'aux administrations fiscales. Or, le 26 novembre dernier, sur la proposition du député PS Pascal Cherki, la commission des Finances de l'Assemblée nationale vote la nécessité pour les entreprises installées en France de rendre ces données publiques. **Pour le député de la droite du PS Dominique Lefebvre « on est en train de mettre des boulets aux pieds de nos entreprises quand les autres ne le font pas ».**

Drôle de réaction. Cette transparence comptable va permettre à chacun, actionnaires, banquiers, clients, sous-traitant, journalistes, ONG, etc., de se faire une idée précise de la façon dont les comptes sont manipulés ou pas à des fins fiscales. Ce qui donnera à chacun une idée de la fidélité des comptes des entreprises concernées. Et permettra au capitalisme de mieux fonctionner. □